

Israël adopte un « projet de loi sur la transparence » controversé

13 juillet 2016



Les critiques affirment que la loi cible les ONG de gauche cherchant à faire réformer le gouvernement

Israël a voté ce lundi une loi controversée qui contraint les ONG à soumettre les comptes détaillés de leurs donations si plus de la moitié de leurs financements provient de l'étranger.

Les critiques de cette « loi transparence », formulée par la ministre de la Justice Ayelet Shaked, affirment qu'elle cible surtout les organisations de gauche qui prennent fortement position contre la politique de Benjamin Netanyahu.

Le projet de loi considère ces organisations comme des « implants » et leur interdit de contacter l'armée ou des organismes gouvernementaux sans autorisation spécifique.

Ce projet de loi a été parrainé par Ayelet Shaked, qui appartient au mouvement d'extrême droite Le Foyer juif.

Le député Michael Oren, anciennement ambassadeur d'Israël aux États-Unis et actuellement membre du

parti de centre Koulanou, a affirmé en décembre souhaiter s'opposer à la loi car elle ne s'appliquerait pas aux groupes de droite qui reçoivent pourtant la plupart de leurs fonds de donateurs privés.

« Le projet de loi sur les organisations à but non lucratif [...] pourrait nuire aux relations et à l'image d'Israël à l'étranger », a déclaré Michael Oren dimanche au quotidien Haaretz.

« Je n'ai aucun doute sur le fait que certaines organisations à but non lucratif de gauche, comme par exemple Breaking the Silence, sont là pour saper la légitimité de l'État d'Israël et c'est notre devoir en tant que législateurs d'exposer publiquement leurs sources de financement.

« Mais une telle pensée unique qui ignore l'origine des fonds des partis d'extrême droite pourrait faire le jeu de ces éléments qui essayent de nous boycotter », a-t-il affirmé.

La loi a été adoptée à 57 voix contre 48 lors de débats parlementaires houleux.

« Cette loi sur les ONG [...] est plus que jamais révélatrice du fascisme naissant qui s'introduit dans la société israélienne », a déclaré aux journalistes le leader de l'opposition Isaac Herzog, du parti de centre gauche Union sioniste, quelques heures avant le vote.

Les critiques signalent également que des fonds d'origine étrangère parvenant à des organisations soutenant les constructions de colonies en territoire palestinien occupé ne sont pas ciblés par la loi.

« C'est une loi dont le seul but est de faire taire ou marquer ceux qui osent émettre des critiques à l'égard du gouvernement ou contre la colonisation », confirme dans une déclaration le groupe israélien La Paix maintenant.

Avant le vote, les législateurs ont fait supprimer une disposition demandant aux lobbyistes affectés par la loi de porter des badges spéciaux lors de leurs visites au Parlement.

Benjamin Netanyahu a défendu la loi, la qualifiant de « démocratique et nécessaire ».

Plus de 15 000 ONG sont actives en Israël. Selon un rapport du Jerusalem Post, 70 % d'entre elles travaillent à la résolution du conflit israélo-palestinien et reçoivent des fonds des États membres de l'Union européenne.

Traduit de l'anglais (original) par Raphaëlle Maury.

Lire aussi : <http://www.middleeasteye.net/fr/rep...>

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Israel-adopte-un-projet-de-loi-sur-la-transparence-controverse>